
Pourqui
voterez-vous....

Vous êtes appelés, le 5 décembre, à voter **POUR OU CONTRE DE GAULLE.**

Ce n'est sans doute pas comme cela que l'élection devrait se présenter, mais c'est finalement comme cela qu'on vous la présente. Sous ce régime, tous les choix politiques sont escamotés au profit d'un seul : voulez-vous que de Gaulle s'en aille ou voulez-vous qu'il reste ?

LE CHANTAGE EST CETTE FOIS DÉRISOIRE. Car si de Gaulle, **QUI A 75 ANS,** a attendu si longtemps avant de prendre sa décision, c'est parce qu'il sait qu'il n'ira pas jusqu'au bout de son mandat. Il aurait souhaité pouvoir passer la main à un successeur plus jeune qui aurait ainsi assuré la continuité du régime. Mais de Gaulle a senti que ce successeur - qu'il s'agisse de Pompidou ou d'un autre - risquait d'être battu. Il s'est donc résolu à se présenter lui-même.

CHACUN COMPREND MAINTENANT A QUEL POINT LE RÉGIME EST FRAGILE parce que étroitement lié à la personne de son fondateur. Lorsque celui-ci disparaîtra, de graves crises surgiront. L'opposition de gauche doit être, à ce moment-là, en mesure de proposer un programme solide au pays, car ces crises peuvent conduire à **UN DANGEREUX RENFORCEMENT DES STRUCTURES AUTORITAIRES MISES EN PLACE DEPUIS SEPT ANS.** Si le système politique établi par de Gaulle est très vulnérable, le pouvoir de la haute administration et des grandes affaires capitalistes qui pèsent sur elle l'est en effet beaucoup moins.

C'EST POURQUOI TOUS CEUX QUI REFUSENT DE VOIR LE PAYS S'ÉLOIGNER CHAQUE JOUR DAVANTAGE DES SOLUTIONS DÉMOCRATIQUES DOIVENT VOTER CONTRE DE GAULLE ET SON RÉGIME...

... MAIS POUR QUI PEUVENT-ILS VOTER ?

- **Pas pour Tixier-Vignancour** qui fut au gouvernement sous Pétain et a été l'un des porte-paroles de l'O.A.S.
- **Pas pour Lecanuet** qui voterait lui-même pour de Gaulle si celui-ci ne s'était opposé, à différentes reprises, à la politique américaine et à celle des démocraties chrétiennes allemande et italienne.
- **Pas pour les réactionnaires Antier et Marcilhacy** qui ne sont, en la circonstance, que des candidats de fantaisie.

IL RESTE ALORS FRANÇOIS MITTERRAND.

Nous aurions souhaité, pour notre part, que le candidat de l'opposition de gauche ait été désigné sur la base d'une plate-forme claire et cohérente, répudiant sans équivoque les tares de la IVe République et ouvrant la perspective d'une démocratie socialiste. Telles sont en effet à nos yeux les conditions efficaces d'une bataille contre le régime gaulliste.

Aujourd'hui, cependant, le mécanisme plébiscitaire instauré par de Gaulle ne nous laisse **QU'UN CHOIX TRÈS SIMPLE.** Il faut voter pour le régime ou pour Mitterrand.

LE PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ VOUS APPELLE A VOTER POUR FRANÇOIS MITTERRAND.

Mais la bataille ne s'arrêtera pas le 5 décembre. Les travailleurs devront tirer les leçons de cette expérience et prendre conscience de la nécessité d'un profond renouvellement de la gauche française. Des courants favorables à ce renouvellement se sont affirmés dans les différents mouvements politiques, dans les syndicats et parmi les multiples organisations populaires.

MAIS SEUL, EN TANT QUE PARTI...

1 la démocratie

La démocratie doit régir non seulement la vie politique nationale mais aussi la vie régionale et locale comme la vie économique et sociale.

Pour rendre compatible la démocratie et la stabilité, le P.S.U. préconise le GOUVERNEMENT DE LÉGISLATURE.

- un gouvernement, un plan, une législature : en cas de rupture de la majorité parlementaire, recours à l'arbitrage du suffrage universel par la dissolution
- création d'une Assemblée Économique où la représentation des différentes catégories de travailleurs et d'usagers sera assurée en tenant compte de leur importance numérique
- décentralisation assurée par la constitution d'assemblées régionales
- association des organisations syndicales et populaires à la vie locale et garantie de l'autonomie communale ; préparation des regroupements nécessaires

Pour assurer L'EXERCICE DES DROITS DES CITOYENS et en finir avec les inégalités dont sont encore victimes LA MAJORITÉ DES FEMMES, le P.S.U. propose :

- un nouveau statut de l'O.R.T.F. assurant son indépendance complète à l'égard de l'État
- le droit de vote et la majorité civile à 18 ans
- l'application stricte du principe de l'égalité des salaires masculins et féminins
- l'abrogation de la législation interdisant le contrôle des naissances

Pour établir la DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE, le P.S.U. préconise :

- la consultation du pays sur les objectifs du Plan lors des élections
- la démocratisation de la gestion dès entreprises publiques
- l'extension des pouvoirs de contrôle des Comités d'Entreprise
- des garanties solides pour l'exercice pratique du droit syndical

2 la planification

Le Ve Plan (1966-1970), établi par le régime gaulliste, a été repoussé par l'ensemble des organisations syndicales car il limite volontairement l'expansion nationale, aggrave les inégalités sociales et sacrifie l'équipement collectif du pays au profit de la politique d'armement. Le P.S.U. a voulu montrer, en présentant un CONTRE-PLAN, ce que l'on pourrait en réalité obtenir dans les cinq années à venir.

Parmi les OBJECTIFS qu'il est possible d'atteindre, il faut citer :

- une réduction de la durée du travail de l'ordre de quatre heures trente par semaine
- la majoration prioritaire du S.M.I.G. et, d'une façon générale, des bas salaires
- la fixation à 60 ans du droit à la retraite, et la retraite minimum portée à 250 F
- une parité d'évolution des salaires entre le secteur public et le secteur privé
- une augmentation de 45 % de la masse des prestations sociales
- la fixation du taux annuel de croissance de la consommation à 4,2 % (contre 3,5 % prévu par le gouvernement)
- la construction de 550.000 logements par an en majorité locatifs
- le développement massif de la recherche scientifique

Voici les principaux MOYENS à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs :

- la réorganisation de l'appareil public du crédit
- la nationalisation des banques d'affaires préparant celle des principaux pôles de domination économique
- le contrôle de l'autofinancement et, d'une manière générale, des profits des sociétés
- la municipalisation des terrains à bâtir
- la création d'un service national de l'Habitat
- l'abandon des dépenses de la force de frappe (près de 30 milliards en cinq ans) et le maintien des dépenses militaires conventionnelles à leur niveau actuel

le 

présente un programme cohérent

3 les structures agricoles

Sous la pression du monde paysan, le régime a fait voter deux lois d'orientation en matière agricole. Il en a trahi aussitôt les principes en ne promulgant pas les décrets d'application les plus importants, en accordant des sommes insuffisantes aux organismes chargés des réformes de structures, et en favorisant une concentration des exploitations de type capitaliste.

Pour assurer une véritable transformation de l'agriculture française et pour réaliser un regroupement des petites et moyennes entreprises au profit des agriculteurs eux-mêmes, le P.S.U. propose :

- l'extension des pouvoirs accordés aux SAFER, notamment le contrôle de toutes les opérations foncières et du prix de la terre
- la location par les SAFER des terres achetées après constitution d'exploitations viables
- un appui massif de l'État à toutes les formes d'agriculture de groupe
- la prise en charge progressive par les coopératives et groupements de producteurs de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles avec l'aide de l'État
- la lutte sans merci contre l'intégration des agriculteurs par les firmes capitalistes et les maquignons
- une politique d'aide spécifique aux régions défavorisées et d'encouragement aux productions animales
- un effort particulier en faveur de l'enseignement agricole, de la recherche et de la promotion sociale
- la poursuite des négociations pour l'établissement d'une politique agricole commune en Europe

4 la réforme de l'enseignement

L'Éducation nationale doit à la fois disposer de moyens matériels accrus et voir ses structures transformées.

Le P.S.U. propose :

- l'augmentation du budget de l'Éducation Nationale qui doit représenter le quart du budget de l'État
- la prolongation de la scolarité jusqu'à 16, puis jusqu'à 18 ans
- la création d'un type unique d'établissements destinés à recevoir tous les enfants sortant du premier degré et à leur assurer un enseignement commun jusqu'à 15 ou 16 ans
- la gratuité générale de l'enseignement et l'institution en faveur des étudiants d'une allocation d'études sur critères universitaires
- le développement dès le secondaire de l'enseignement des sciences sociales (notamment de l'économie)
- l'adaptation des programmes à la vie moderne et la pratique effective du sport à l'école
- l'abrogation des lois antilaïques, la nationalisation des établissements confessionnels et patronaux
- la création d'un Office National de l'Enseignement contrôlant l'ensemble des activités éducatrices, associant à sa gestion professeurs, étudiants et parents

5

l'europe et la paix

La politique étrangère du général de Gaulle est une politique de faux-semblants. Le nationalisme qui l'inspire lui interdit d'opposer une perspective constructive à ceux qui ne voient d'issue que dans la soumission à l'impérialisme américain.

Pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouve engagée une EUROPE occidentale dominée par le grand capital et soumise à l'hégémonie des États-Unis, le P.S.U. préconise :

- l'élargissement de l'actuelle Europe des Six à tous les pays susceptibles de s'engager dans la voie de la construction d'une Europe démocratique et socialiste
- l'établissement d'une planification commune, les objectifs de cette planification étant le plein emploi, l'égalisation des rémunérations et des conditions de vie des différentes catégories de travailleurs, ainsi que le développement accéléré des régions jusque-là défavorisées
- le contrôle démocratique des institutions européennes, puis de l'organisme central qu'il faudra créer pour réaliser la planification commune
- le développement de la recherche scientifique commune et la constitution de grands complexes industriels dans les secteurs d'avant-garde (électronique, énergie atomique, recherche spatiale, etc.)
- le contrôle et la limitation des investissements américains

Pour imposer la paix par le DÉSARMEMENT, le P.S.U. propose :

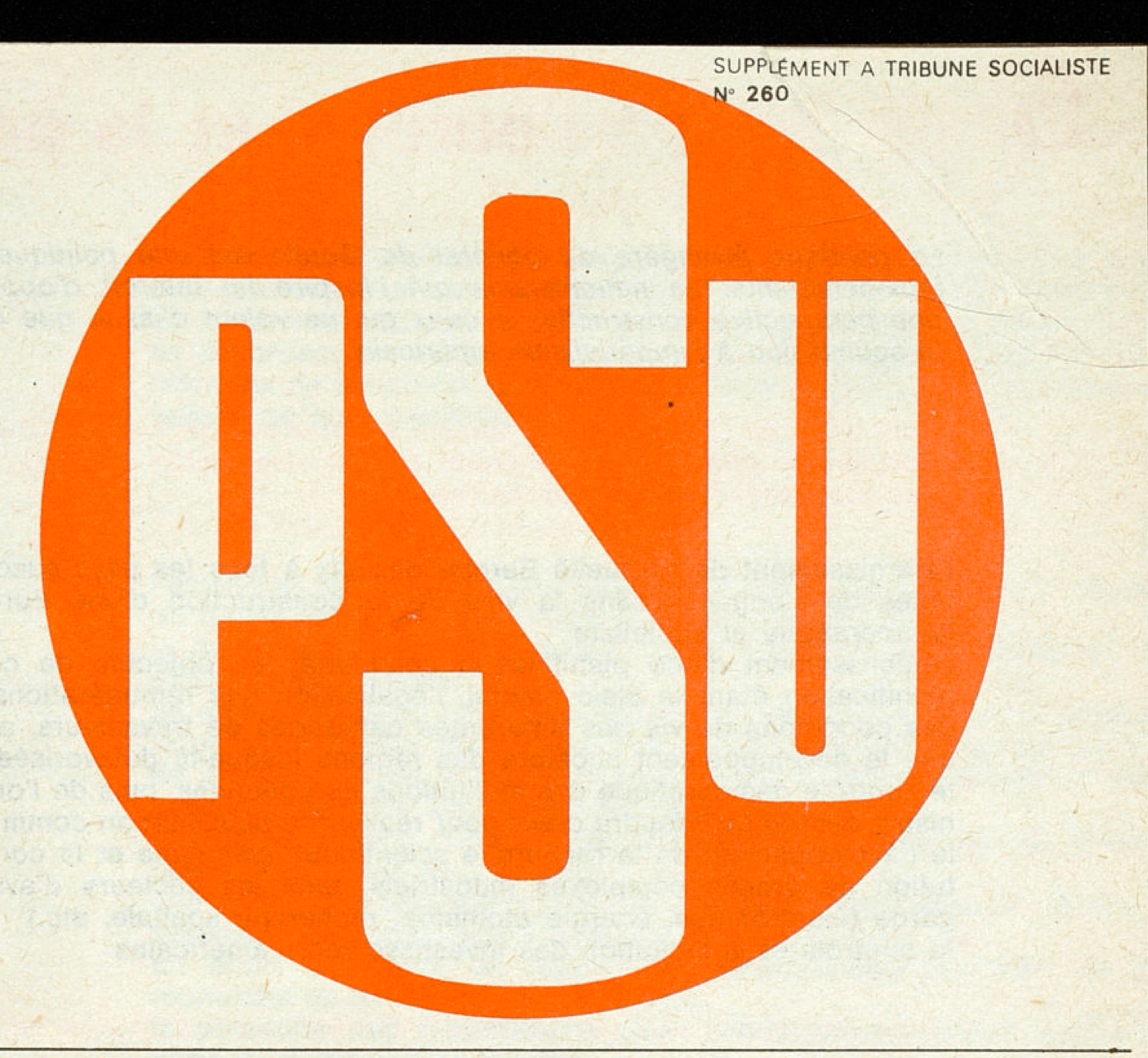
- l'abandon de la constitution de toute force de frappe nationale ou multinationale
- la reprise des négociations sur le désarmement avec, pour premier objectif, la réduction générale des budgets militaires et la création de véritables zones de désengagement
- des initiatives en vue d'entraîner la France et les autres pays européens hors des blocs militaires, ce qui implique notamment le retrait français de l'O.T.A.N.

Pour résoudre le grand problème de notre temps qui est celui DES RAPPORTS ENTRE PAYS INDUSTRIALISÉS ET SOUS-DÉVELOPPÉS, le P.S.U. préconise :

- un plan de coopération à long terme avec les pays du Tiers-Monde permettant d'assurer leur industrialisation et l'exportation de leurs différentes productions grâce à une refonte de la division internationale du travail
- la définition de l'aide internationale à ces pays sans contrepartie militaire ou politique
- un soutien actif à tous les mouvements progressistes qui s'efforcent de transformer les pays du Tiers-Monde et qui doivent actuellement faire face à la contre-offensive générale des forces impérialistes en Asie, en Afrique et en Amérique Latine
- la reconnaissance du gouvernement de la République du Nord-Vietnam et l'établissement de rapports officiels avec le Front National de Libération du Sud-Vietnam

IMPRIMERIE LESCARET PARIS

SUPPLÉMENT A TRIBUNE SOCIALISTE
N° 260



Pour mener sa campagne, le pouvoir gaulliste dispose de fonds considérables (fonds secrets de l'État).

Pour soutenir la campagne du P.S.U. nous avons besoin de votre aide.

C.C.P. : Louise Lemée 4.641.25 – Paris

LISEZ

TRIBUNE

SOCIALISTE

Nom ....

Adresse ....

....

....

Soutien : à partir de .... **70 F.**

1 an .... **35 F.**

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom ....

Adresse ....

....

....

Déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié.

PARTI SOCIALISTE UNIFIE

81, RUE MADEMOISELLE - PARIS-15 - SUF. 06-70